

# En dialogue par-delà les frontières, de Brazzaville à Strasbourg

Faciliter les échanges de professeurs de théologie fait partie des missions du Défap : à travers leurs voyages, à travers leurs rencontres avec d'autres professeurs ou étudiants, ce sont des approches différentes qui entrent en dialogue et s'enrichissent mutuellement. Rencontre avec le pasteur Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, venu en France pour une douzaine de jours afin de resserrer les liens avec la Faculté de théologie protestante de Strasbourg.



*Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, au début de son séjour en France, dans le jardin du Défap © Défap*

**Défap : Dans quel cadre s'inscrit votre venue en France ?**

**Alphonse Loussakou** : La décision en a été prise à la suite d'un séjour en France du Dr. Laurent Gaston Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville – une Faculté qui est gérée par l'Église évangélique du Congo (EEC). Dès son retour, il a réuni tous les enseignants lors d'un Conseil de la Faculté, pour évoquer avec nous les moyens de développer le partenariat avec la France, et en notamment, dans le cas qui m'occupe aujourd'hui, avec la Faculté de Strasbourg. Il existe déjà des collaborations entre enseignants chercheurs, par exemple avec l'Institut de Théologie Protestante, présent à Paris et Montpellier, mais il s'agissait d'aller au-delà en essayant de mettre en place davantage d'échanges d'enseignants avant, peut-être, des échanges d'étudiants. J'ai moi-même eu l'occasion d'étudier à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier avant d'être enseignant. Rémi Gounelle, professeur d'Histoire de l'Antiquité chrétienne à Strasbourg, est déjà venu chez nous ; ainsi qu'un enseignant de Montpellier, Élian Cuvillier, qui était alors venu pour des interventions sur le Nouveau Testament.

**Parlez-nous du paysage religieux au Congo : qu'y recouvre le protestantisme ?**

***Pour aller plus loin :***

- [Le point sur le Congo-Brazzaville et sur les actions du Défap](#)
- [Un voyage pour «toucher du doigt les réalités de la vie au Congo»](#)
- [Mission au Congo : des chantiers nombreux et audacieux](#)
- [Le Défap au Congo : projets en cours](#)

**Alphonse Loussakou** : Il y a un fort développement de nouvelles Églises, dont une majorité sont de tendance charismatique ou

pentecôtiste. Dans la seule agglomération de Brazzaville, on trouve pas moins de trois cents dénominations : pratiquement à chaque carrefour, on croise une Église différente. C'est un milieu foisonnant dans lequel il n'est pas facile de se retrouver ; je suis à la tête d'une structure qui est en cours de constitution, une bibliothèque destinée au corps pastoral de l'Église évangélique du Congo, et nous sommes actuellement dans une phase d'identification de toutes ces différentes dénominations.

Devant ce foisonnement, il y a une vraie demande de la part de nos étudiants de revenir aux fondements historiques de notre Église. L'histoire de l'EEC trouve sa source dans les travaux de la Mission évangélique suédoise. On a coutume de faire remonter l'origine de notre Église à l'installation de la première station missionnaire de Madzia, dans le département du Pool. C'est là en effet qu'en janvier 1909, le missionnaire Hammar avait créé le premier poste missionnaire du Congo-Français. Ce sont les travaux de cette Mission évangélique suédoise qui constituent le sujet de mes recherches actuelles, ainsi que leurs effets économiques et culturels au Congo-Brazzaville. Je m'intéresse tout particulièrement à la figure d'un missionnaire suédois, Westlind Niels, qui a vraiment façonné l'histoire de la mission au Congo. Il y a effectué trois séjours de plusieurs années entre 1882 et 1895. Il était linguiste et a élaboré une grammaire pour la langue kikongo.

**Quelles sont les attentes des étudiants en théologie à Brazzaville ?**



*Alphonse Loussakou place Denfert-Rochereau, à Paris, au dernier jour de son séjour en France, fin novembre © Gérard Banzakassa*

**Alphonse Loussakou** : Ils espèrent l'ouverture d'un département de missiologie au niveau de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville. Pour l'instant, beaucoup d'entre eux suivent des cours dispensés par L'Alliance chrétienne et missionnaire (en anglais : The Christian and Missionary Alliance – C&MA). Un tel département est un vrai besoin chez nous. La venue d'enseignants de France qui ont animé quelques cycles de conférences a été très appréciée. Elle a permis de proposer des perspectives tout à fait nouvelles à nos étudiants ; et aux-mêmes ont pu en profiter pour emmener parfois ces enseignants dans des directions qu'ils n'avaient pas prévues au cours de leurs interventions... Je me souviens par exemple d'une conférence d'Élián Cuvillier, qui s'était retrouvé avec des questions sur l'homosexualité ; il avait alors expliqué la perspective européenne sur ce sujet.

Parmi les perspectives nouvelles qui sont très attendues par nos étudiants, il y a tout ce qui concerne l'histoire des idées. Nous avons souvent tendance, dans nos enseignements, à coller beaucoup plus aux événements ; quand nous recevons un enseignant venu de France, les étudiants ont l'impression de se retrouver soudain dans un cours de philosophie. C'est une approche très stimulante, et qui m'avait frappé déjà lorsque je suivais moi-même des enseignements à Montpellier. Je m'en suis depuis inspiré dans les cours que je dispense à mes étudiants ; par exemple lorsque j'ai évoqué la pensée de Martin Luther à propos de l'histoire de la famille...

*Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez*

---

## **Cameroun : le Cepca à la rencontre du protestantisme français**

Du 24 novembre au 4 décembre, le Secrétaire général et le responsable de la Communication du Conseil des Églises protestantes du Cameroun (Cepca) sont en visite en France. Leurs objectifs : évoquer des thèmes cruciaux pour le Cameroun, comme la crise anglophone, avec le Défap et la Fédération protestante de France ; et favoriser un rapprochement des diverses Églises camerounaises en France, notamment en organisant un culte commun, prévu le 2 décembre au sud de Paris.



*La façade du bâtiment du Cepca à Yaoundé, où il voisine avec l'Upac © Cepca*

*Le Cameroun est un pays dans lequel le protestantisme a laissé une empreinte profonde. Les missions protestantes s'y sont succédé du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale (l'Upac), à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%. Les communautés protestantes les plus représentées sont les évangéliques, les baptistes, les presbytériens et les luthériens.*

*Dans ce pays où la vie religieuse est très active et très présente dans l'espace public, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (le Cepca) représente onze Églises luthériennes, réformées, baptistes et anglicanes. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun (Femec), il est l'un des principaux partenaires du Défap dans le pays.*

*Il représente, à travers ses diverses Églises membres, plus de 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes ; ainsi que plus de 400 structures hospitalières (40% des hôpitaux camerounais sont des structures confessionnelles), et près de 1600 écoles.*

*Du 26 novembre au 2 décembre, deux représentants du Cepca sont en visite en France : il s'agit de son Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende, et de son responsable de la Communication, le pasteur Gustav Ebai Tabi. Ils se sont entretenus lundi avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap, avant de rencontrer mardi François Clavairoly, Président de la Fédération protestante de France. Rencontres et entretiens.*

**Quels sont les principaux objectifs de votre visite en France ?**

**Pour aller plus loin :**

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
  - [La page Facebook du Cepca](#)
  - [Le compte Twitter du Cepca](#)
  - [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Cameroun : échos de l'AG du Cepca](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
  - [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

**Pasteur Paul Ngando Mbende, Secrétaire général du Cepca**

**: Le bureau exécutif du Cepca ayant été renouvelé depuis le mois de mai 2018, il était indispensable de renouer les contacts avec nos partenaires. La venue au Cameroun du Secrétaire général du Défap, le pasteur Jean-Luc Blanc, a été pour nous le facteur déclencheur qui nous a décidés à lancer ces visites. Nous sommes à Paris depuis le samedi 24 novembre ; notre première rencontre a eu lieu ce lundi, au Défap. Nous avons eu l'occasion d'évoquer avec Jean-Luc Blanc l'évolution de la crise anglophone au Cameroun ; le plan stratégique du Cepca pour la période 2017-2021, notamment sur les questions des migrations et de la santé ; ainsi que les moyens de permettre un rapprochement des protestants camerounais présents en France, afin de faciliter le dialogue avec le Défap et la Fédération protestante de France.**

**En ce qui concerne la crise anglophone, en quoi se manifeste l'implication des Églises ?**

**Pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication : Les divers milieux religieux ont élaboré des actions de plaidoyer communes au sujet de la crise. Protestants, catholiques, musulmans, orthodoxes travaillent ensemble, appellent tous à une cessation des violences et à une reprise des activités normales dans les écoles, qui ont été visées par des prises d'otages. Pour nous tous, cet arrêt des violences est un préalable indispensable avant toute reprise des discussions. Et beaucoup de gens au Cameroun comptent sur cette implication des leaders religieux, sans qu'ils prennent parti, pour aider à retrouver une**

atmosphère de paix. Ainsi, à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, nous avons organisé tous ensemble une cérémonie commune, en y invitant des représentants de la société civile, de l'armée, du gouvernement, de la sphère religieuse...

Qu'attendez-vous du protestantisme français sur ce sujet ?

Paul Ngando Mbende : C'est un sujet complexe et nous sommes encore en train de jeter les bases pour voir comment le protestantisme français, à travers le Défap et la Fédération protestante de France, peut manifester sa solidarité. Cette visite doit justement y contribuer.



*À gauche, le Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende ; à droite, le pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication*

© Défap

Quels sont vos objectifs en matière de santé ?

**Gustav Ebai Tabi :** Un des projets que nous avons évoqués avec le Secrétaire général du Défap, c'est la création d'une centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels. C'est un thème qui nous tient à coeur et qui est très important pour nous, sachant que la santé est un département très développé au sein du Cepca : les diverses Églises membres du Cepca gèrent un total de 38 hôpitaux et 380 centres de santé. Or, trop souvent, les médicaments qui sont importés au Cameroun sont des génériques qui viennent d'Asie, et ne sont pas toujours efficaces...

**Qu'envisagez-vous en direction des Églises camerounaises de France ?**

**Paul Ngando Mbende :** Nous avons pour but de promouvoir un rapprochement de ces diverses Églises, qui sont très diverses, notamment en organisant un culte commun. Le but étant de permettre au Défap et à la FPF d'avoir des interlocuteurs bien identifiés au sein des Églises camerounaises, pour faciliter les contacts. Ce culte commun est prévu le 2 décembre à Issy-les-Moulineaux. Le Défap a accepté d'accueillir une réunion de pasteurs qui doit permettre de l'organiser. Nous espérons jeter des jalons afin de construire un petit groupe qui assurerait à la fois le rôle d'interface avec le Cepca, et d'interlocuteur pour le protestantisme français.

**Dans quel autre domaine visez-vous à vous rapprocher du protestantisme français ?**

**Gustav Ebai Tabi :** Nous recherchons des partenariats en termes d'information et de communication. Nous avons une radio, Protestant Voice Radio (PVR), un journal,

*Regards Protestants*, un centre de ressources qui est riche en archives... Nous avons aussi développé un projet «Jeunesse et communication de paix» : il s'agit de former des jeunes dans des quartiers défavorisés pour qu'ils produisent des émissions de radio sur ce qu'il se passe près de chez eux...

*Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez*

---

## **Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours**

À Madagascar, le second tour de la présidentielle devrait voir s'affronter, le 19 décembre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Un duel au goût de déjà-vu entre les deux irréconciliables rivaux de la politique malgache, dont l'affrontement était déjà à l'origine de la crise dans laquelle s'était enfoncé le pays à partir de 2009, et qui avait vu le retrait des bailleurs de fonds internationaux. Déjà, les deux prétendants mobilisent leurs troupes et pointent les irrégularités dont ils s'estiment l'un et l'autre

victimes. Mais pour la majorité des Malgaches, ce duel ne change guère un quotidien difficile.



*Un village sur la route de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar © Franck Lefebvre-Billiez, Défap*

S'il est une chose, à Madagascar, qui fait consensus parmi les candidats à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle... c'est leur unanime dénonciation du système électoral. Les chiffres sortis des urnes le 7 novembre, et qui doivent encore être proclamés officiellement par la Haute Cour constitutionnelle après leur annonce samedi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), promettent pour le second tour un duel aux airs de déjà-vu : en tête, Andry Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages. Juste derrière, Marc Ravalomanana est crédité de 35,29% des voix. Rajoelina a obtenu

ses meilleures scores dans les régions côtières, Ravalomanana étant majoritaire au centre de l'île : le second tour s'annonce âprement disputé entre les deux rivaux. Deux anciens présidents qui poursuivent leur duel dans les urnes, après avoir été tous deux écartés de la présidentielle précédente sous le poids de la communauté internationale, afin de sortir d'une crise politique interminable qui avait provoqué la fuite des bailleurs de fonds internationaux, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie malgache.

Mais dans un pays accoutumé aux soubresauts politiques, où les élections présidentielles s'achèvent parfois par des prises de pouvoir dans la rue, les deux rivaux ne se contentent pas de mobiliser leurs troupes dans l'optique du 19 décembre, date prévue pour le second tour. Ils ne se contentent pas de courtiser les principaux des 34 autres candidats éliminés à l'issue du premier tour. Ils dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Ceni. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir Andry Rajoelina) d'atteindre et dépasser les 40%», a-t-il dénoncé dès lundi, réclamant un «audit» du logiciel de la Commission électorale

nationale indépendante. «La seule idée avec laquelle je suis d'accord est que je suis en tête. Mais je ne suis pas d'accord avec les chiffres». Marc Ravalomanana n'est pas en reste : dès mardi, l'un de ses avocats transmettait à la Haute Cour constitutionnelle (la HCC) plus d'une cinquantaine de requêtes pour «corriger certaines irrégularités» dans les résultats provisoires du premier tour.

## Ce que cache la «bataille des ex»

*Pour aller plus loin :*

- [Madagascar : actualités du Défa et fiche pays](#)
  - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

La HCC croule ainsi sous les recours. Certains candidats vont jusqu'à réclamer l'annulation pure et simple du scrutin. C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Ceni. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se dit victime d'une «fraude massive». La commission électorale, pour sa part,

défend son travail. «Nous n'avons accepté aucun ordre de quiconque dans cette élection. On n'a accordé aucun traitement de faveur à qui que ce soit», a affirmé Hery Rakotomanana, son président, dès l'annonce des résultats provisoires du premier tour.

Une contestation généralisée qui laisse craindre de possibles troubles : aussi l'armée est-elle sortie de sa réserve, le 16 novembre, pour appeler les candidats à respecter le bon déroulement du processus électoral. «Madagascar est un État de droit, a déclaré Njatoarisoa Andriajanaka, commandant de la gendarmerie nationale. Les forces de l'ordre avertissent tout individu qui serait tenté de faire une provocation ou de semer le trouble». L'armée n'a pas toujours eu cette neutralité : en 2009, elle avait obligé Ravalomanana à céder le pouvoir à Rajoelina. Mais Ravalomanana lui-même, en 2001, s'était déjà proclamé président avant le second tour, précipitant le pays dans une violente crise qui s'était achevée par la fuite de son prédécesseur, Didier Ratsiraka... Et voilà qu'à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd'hui âgé de 85 ans – même

si «l'Amiral rouge», comme on le surnomme, n'a, il faut bien le dire, obtenu qu'un score purement symbolique de 0,45% des voix. L'année 2013, qui avait donné une impression de renouvellement avec l'affrontement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson, n'aura été qu'une parenthèse ; encore ces deux candidats bénéficiaient-ils chacun du soutien d'un «ancien» : Andry Rajoelina pour le premier, Marc Ravalomanana pour le second.

**Les présidents changent, les défis du quotidien demeurent**



**Derrière cette «bataille des ex» se profilent en réalité tous les maux de la politique malgache : si les formes démocratiques sont globalement respectées, la compétition pour le pouvoir se joue en fait au sein d'un tout petit groupe qui concentre l'essentiel des ressources de l'île, et reste déconnecté des besoins réels de l'immense majorité de la population. Une population pour laquelle la nourriture représente encore trop souvent la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes télévisées (Rajoelina et Ravalomanana ont chacun la leur), se déplacent en hélicoptère, multiplient les meetings avec invitation d'artistes et feux d'artifices, déplacent les foules, la population malgache s'intéresse peu au vote. D'élection en élection, le taux de participation baisse. Et au-delà du taux de participation proprement dit, le rapport du nombre de votants par rapport à la population n'a cessé de diminuer depuis 1992, partant de 37,7% pour atteindre 17,03% en 2013.**

**Pour beaucoup de Malgaches, la période électorale est d'abord une période d'incertitudes et de**

possibles troubles ; mais au-delà, ils n'envisagent guère de changements dans leur quotidien, quel que soit le futur président. Se nourrir, se loger, voilà les vraies préoccupations quotidiennes ; l'éducation elle-même vient loin derrière. Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible – dans un système éducatif qui reste très largement inégalitaire, et où le français, pourtant non enseigné en école primaire, reste le sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation : notamment autour de l'enseignement du français. D'une présidentielle à l'autre, les mêmes enjeux demeurent.

*Franck Lefebvre-Billiez*

---

# **Attentat en Égypte : communiqué commun des institutions protestantes françaises**

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été tués et de nombreux autres blessés sur la route du monastère de Saint-Samuel, le vendredi 2 novembre, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur leur bus. L'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique (EI). Dans un communiqué commun, le Défap, l'Action Chrétienne en Orient, la Fédération protestante de France, l'Église protestante unie de France, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, dénoncent «le fanatisme et l'extrémisme meurtrier» à l'origine d'un tel acte, qui «nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte».



***Le lieu de l'attaque, dans la province d'al-Minya (DR)***

**« Nous voulons adresser toute notre compassion, notre solidarité et nos prières aux familles et aux chrétiens égyptiens touchés par le nouvel attentat qui a fait vendredi dernier sept victimes et de nombreux blessés au sein de la communauté copte.**

***Pour aller plus loin :***

- [Égypte : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Téléchargez le texte de ce communiqué en pdf](#)

**Le fanatisme et l'extrémisme meurtrier du**

soit disant État islamique ont encore une fois visé des chrétiens de la province d'al-Minya alors qu'ils se rendaient en pèlerinage au monastère d'Anba Samuel.

Cet acte horrible nous révolte et nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte. Ainsi nous nous réjouissons de la conférence pour la paix qui s'est tenue au Mont Sinaï les 18 et 19 octobre derniers et qui a réuni les différentes autorités civiles et religieuses du pays autour du thème *Ici nous prions ensemble*.

C'est dans cette lutte pour la tolérance et dans l'espérance de la victoire de la vie sur les forces de mort que nous encourageons nos frères et nos sœurs d'Égypte à garder courage et confiance. »

Le 7 novembre 2018

*M. François Clavairoly, président de la*

# ***Fédération Protestante de France***

***Mme Emmanuelle Seyboldt, présidente du  
Conseil national de l'Église protestante  
unie de France***

***M. Christian Albecker, président de l'Union  
des Eglises Protestantes d'Alsace et de  
Lorraine***

***M. Joël Dautheville, président du DEFAP,  
service protestant de Mission***

***M. Albert Huber, président de l'Action  
Chrétienne en Orient***



***Pour l'État islamique, toutes les croyances autres  
sont des cibles***

*Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations « : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.*

---

**Nouvelle-Calédonie :  
«établir des ponts  
entre les**

# communautés»

Quel «destin commun» inventer après le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Le professeur Frédéric Rognon, membre du groupe informel Nouvelle-Calédonie qui se réunit ce mardi au Défap, a été invité par le Service radio de la Fédération Protestante de France pour évoquer la situation de l'archipel à l'approche d'un vote qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus, à

**travers la présence du Défap.**



**Le 4 novembre 2018, la population de la Nouvelle-Calédonie est appelée à se prononcer par référendum sur l'indépendance et la pleine souveraineté du territoire. Un scrutin qui marquera l'aboutissement d'un processus d'une trentaine d'années. Entre 1988, l'année des «événements», et aujourd'hui, les accords de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak,**

créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie. Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un commun accord entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes, repoussée au plus tard à l'année 2018. Voilà pourquoi, le 4 novembre prochain, les votants seront invités à répondre à la question suivante : «Voulez vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?»

Or depuis 1988, la société néo-calédonienne s'est transformée. Elle est devenue de plus en plus multiculturelle. Dans des lieux comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se sont habitués à vivre

côte à côte – sinon ensemble. Mais l'approche de ce référendum d'autodétermination longtemps annoncé menace de raviver les tensions. Alors même que, quel qu'en soit le résultat, les 260.000 Calédoniens, dont 110.000 Kanak, devront réussir après le vote à construire ensemble l'avenir de l'archipel...

## Craintes de radicalisation

*Pour aller plus loin :*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2*

- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre protestants de

France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années 80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment : «J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a été prévu dans l'accord de Nouméa...» Quelles sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ? «On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon,

«l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus recette, pourraient vouloir remettre en question tout le processus, le deuxième et le troisième référendum, le gel du corps électoral obtenu par les indépendantistes... Ce qui durcirait la situation et créerait de nouveaux clivages.»

# La question du corps électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

**Cette question du «gel du corps électoral», et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de**

**l'île, est cruciale. La démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la métropole, qui s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de rééquilibrage en faveur des Kanak – un principe qui a désormais valeur constitutionnelle et qui a été inscrit dans l'accord de Nouméa. Selon les termes de l'accord, il s'agissait de poser «les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une**

communauté humaine affirmant son destin commun».

Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie plusieurs corps électoraux, avec des listes électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections à dimension nationale (présidentielle, législatives, européennes...) ; les listes spéciales ont prévu une restriction du corps électoral dans l'optique, précisément, de l'organisation du référendum d'autodétermination, et le principe en a été étendu aux scrutins locaux. Cette question de la composition du corps électoral pour le référendum est longtemps restée une pierre d'achoppement entre les forces politiques en présence.

# Accompagner et favoriser Les occasions de dialogue



*Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival  
des arts mélanésiens, Mwâ kâ Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 ©  
Sekundo*

**Que peuvent faire les protestants face  
à ces risques de tensions – volonté de  
revanche, radicalisation, voire remise  
en cause de tout le processus et  
notamment du gel du corps électoral ?**

**Accompagner et favoriser les occasions de dialogue. Historiquement, les Églises de France ont des liens privilégiés avec l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), elle-même très majoritairement Kanak et qui s'est longtemps déterminée nettement en faveur de l'indépendance, mais qui plaide aujourd'hui pour l'invention d'une citoyenneté calédonienne. En témoigne le mot de l'Église publié à l'occasion de son synode de l'été 2018 : l'EPKNC y invite «chaque responsable d'Église à vivre pleinement sa mission là où il est. Il invite également les différents acteurs de ce pays à œuvrer pour la paix, la fraternité et la solidarité. À travers la parole d'espérance d'Éphésiens 2 au verset 19, le Synode Général encourage chacun à devenir « citoyen de sa terre et concitoyen d'un pays nouveau ».»**

Comme le souligne Frédéric Rognon, la Nouvelle-Calédonie, «c'est un petit territoire, où presque tout le monde se connaît». Ce que peut faire l'Église, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre ; établir des ponts, des passerelles entre les communautés.» L'EPKNC a ainsi encouragé ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus d'autodétermination du peuple calédonien, à travers la présence et les actions du Défap, dans un esprit de fraternité, manifestant ainsi leur soutien à cette quête «de paix, de fraternité et de solidarité».

---

# **Cameroun : La mosaïque des protestantismes**

**Survol de la vie des Églises protestantes au Cameroun, où s'est tenue en ce mois d'octobre 2018 la dixième Assemblée Générale de la Cevaa : présent depuis le XIXème siècle, le protestantisme a laissé son empreinte dans l'histoire du pays. Les protestants ont fondé les premiers hôpitaux, les premières écoles, la première université... Mais dans un pays à la diversité fourmillante, ils sont**

**eux-mêmes partagés en de multiples Églises, que tente de fédérer le Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun. Le protestantisme camerounais est aussi confronté aux difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la présidentielle du 7 octobre : notamment les affrontements dans les régions anglophones, et la poursuite des violences dues à Boko Haram.**



***Culte d'accueil de la dixième AG de la Cevaa à Douala, octobre 2018***

© *Cevaa*

**Le Cameroun est un pays qui pourrait être un continent. Plus de 200 ethnies et autant de langues, réparties dans des milieux naturels très contrastés : c'est une «Afrique en miniature», comme on l'entend parfois dans la bouche de Camerounais. Dans ce paysage fourmillant, le protestantisme s'est implanté de longue date, apportant l'Évangile dès le XIXème siècle, avec tout d'abord les baptistes, incarnés par le Jamaïcain Joseph Merrick et l'Anglais Alfred Saker. Ils ont été suivis par les presbytériens américains, puis par des arrivées successives de missionnaires d'Europe, dont ceux de la Société**

des Missions Évangéliques de Paris. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale, à Yaoundé. Sa faculté de théologie, où se retrouvent de futurs pasteurs, mais aussi des étudiants catholiques ou musulmans, accueille aujourd'hui dans une perspective interdénominationnelle des étudiants venant de différents pays des sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest, et bénéficie du soutien de la Cevaa. C'est dans une école protestante qu'a été composé l'hymne national camerounais ; et il n'est pas rare de voir en

pleine ville des panneaux publicitaires affichant des versets bibliques pour le compte de telle ou telle Église.

*Pour aller plus loin :*

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

Mais le protestantisme n'est plus majoritaire au Cameroun. Selon des estimations officielles, il représente aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%. Il porte l'héritage des missionnaires successifs qui ont fondé autant d'Églises dans les diverses

régions du pays : à l'ouest les baptistes, au nord les luthériens, au sud la mission américaine... Une géographie dont l'évolution se poursuit avec la croissance plus récente d'Églises pentecôtistes qui font concurrence aux Églises dites «historiques». À ces lignes de partage s'en ajoutent d'autres, parfois internes aux Églises, en fonction des ethnies, créant de sensibles jeux d'équilibre, voire des conflits, dans la gestion des diverses instances ecclésiales. Une situation qui n'est pas propre aux Églises, dans un pays où structures étatiques et structures traditionnelles se superposent sans s'opposer, où l'on peut retrouver des héritiers des

**dynasties royales, des lamibé ou des sultans, en poste dans des ministères à Yaoundé. À cela s'ajoute encore le poids de l'histoire : la division entre Cameroun francophone et Cameroun anglophone, héritage des colonies allemandes passées sous mandat français et britannique à l'issue de la Première Guerre Mondiale... Fédérer les protestants camerounais peut donc sembler une entreprise hasardeuse ; c'est néanmoins le projet du Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun, avec lequel le Défap et la Cevaa entretiennent des liens réguliers. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun**

(Femec), il rassemble aujourd'hui onze Églises luthériennes, réformées, baptistes et anglicanes du pays.

# Les Églises face aux défis du Cameroun



**Outre la complexité de ce paysage ecclésial, le protestantisme camerounais est lui aussi confronté aux difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la récente élection présidentielle. Des rendez-vous électoraux traditionnellement tendus ; celui du 7 octobre, auquel se présentait une nouvelle fois Paul Biya, 85 ans dont presque 36 ans à la tête de l'État camerounais, s'est tenu dans un contexte de violences au cœur des régions anglophones et de persistance des déprédations attribuées à Boko Haram. On estime ainsi à 200.000 le nombre de personnes ayant fui les régions**

anglophones, craignant à l'approche du scrutin une multiplication des affrontements entre militaires et séparatistes. Un conflit qui trouve ses origines tout autant dans l'histoire du pays – divisé par le Traité de Versailles, réunifié durant les années 70-80 dans des circonstances vécues par les non-francophones comme une annexion – que dans ses problèmes de gouvernance et de représentation des anglophones dans l'appareil d'État. Si, dans les régions concernées, les séparatistes bénéficient d'un réel soutien, auquel s'ajoute l'aide de communautés camerounaises aux États-Unis ou au Royaume-Uni, ils

sont eux-mêmes divisés, et les violences sont propices au banditisme qui fleurit sur fond de revendications politiques. Un lourd défi pour les Églises et le Cepca, qui tente de garder les liens et dont les instances reflètent un délicat équilibre : son nouveau président, Samuel Forba Fonki, élu fin mai, est issu d'une Église anglophone, la Presbyterian Church in Cameroon ; les deux vice-présidents sont issus de l'Église presbytérienne camerounaise et de l'Union des Églises évangéliques au Cameroun, le secrétaire général de l'Union des Églises baptistes du Cameroun...

Pendant ce temps, au nord, le

**groupe Boko Haram, mouvement insurrectionnel mêlant islam rigoriste et magie traditionnelle, continue ses embuscades en profitant de la porosité des frontières sur les pourtours du lac Tchad. Depuis 2014, il serait responsable de plus de 2000 morts dans l'Extrême-nord du pays, à quoi il faut ajouter les enlèvements, destructions matérielles, vols de bétail : sur la période 2012-2016, le ministère camerounais de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) chiffre le préjudice pour l'économie du pays à 90 milliards de francs CFA, soit près de 137 millions d'euros. Une violence, et des déplacements**

réguliers de population, face auxquels les Églises se retrouvent là aussi en première ligne : dans l'Extrême-nord, c'est particulièrement le cas de l'Église fraternelle luthérienne du Cameroun, dont est issu Robert Goyek, prédécesseur de Samuel Forba Fonki à la présidence du Cepca...

Et à ces deux crises s'en est ajoutée, juste après le scrutin, une troisième : la crise post-électorale qui a débuté lorsque, moins de 24 heures après la fermeture des bureaux de vote, et contre toute attente, l'un des huit candidats affrontant Paul Biya lors de la présidentielle a

revendiqué la victoire. Il s'agissait de Maurice Kamto, ancien ministre et seul parmi les challengers du président sortant à avoir su obtenir le soutien d'un autre candidat, le juriste Akere Muna. Finalement, après une série d'audiences devant le Conseil constitutionnel retransmises par les principaux médias camerounais, afin d'étudier les recours post-électoraux, Paul Biya a sans surprise été proclamé vainqueur par des institutions toutes acquises à sa cause. «L'élection a été libre, équitable et crédible en dépit des défis liés à la sécurité dans les régions anglophones», a insisté le président du Conseil

constitutionnel. Les scores officiels semblaient sans appel : 71,28 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du pays, 92,91% dans le Sud, 89,21% dans l'Extrême-Nord, 81,62% dans le Nord... Divers candidats de l'opposition, outre Maurice Kamto, ont néanmoins dénoncé des fraudes électorales. Au niveau des Églises, ce sont les évêques camerounais, par la voix du président de la Conférence épiscopale, Monseigneur Samuel Kleda, qui ont émis des doutes sur la fiabilité de tels résultats. Les manifestations ont été interdites et des forces de police déployées pour dissuader toute tentative de protestation dans la rue.

### ***Le Cepca, partenaire du Défap au Cameroun***

*Le Conseil des Églises protestantes du Cameroun regroupe l'ensemble des onze Églises issues de la Réforme dans ce pays, et s'est ouvert récemment à six Églises associées de tendance plus évangélique/pentecôtiste. Le Cepca représente environ 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes, 1580 écoles, collèges, lycées et instituts de formation, environ 300 hôpitaux et centres de santé, une quinzaine d'institutions universitaires. La formation des aumôniers fait actuellement partie de ses grands chantiers, qu'il mène en lien avec le Défap. Autre projet en cours réunissant Défap et Cepca : la mise en place d'un soutien à l'enseignement confessionnel dans le nord du pays.*

---

# **Solidarité avec Haïti après le**

# **séisme du 6 octobre**

**Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins**

**sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.**



***Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH***

**La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-**

Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi

La première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

## La «peur du béton»

*Pour aller plus loin :*

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau

central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Criston Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers

**ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.**



*Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH*

**Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des**

enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»

# Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante



*L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH*

**Les infrastructures hospitalières  
se sont révélées insuffisantes**

**pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également**

**dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.**

**Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.**

## **Le Défap et la Plateforme Haïti**

*Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :*



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
  - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
  - [ADRA-France](#)
  - l'[Église du Nazaréen](#)
    - [Réforme](#)

---

**Rencontres avec  
l'Église  
Protestante  
Africaine : «La  
mission se  
construit à  
trois»**

**Si l'Église Protestante**

Africaine ne fait pas partie des partenaires historiques du Défap, des rapprochements ont lieu depuis quelques mois. Ils ont été initiés à travers la composante française de l'EPA, qui, en nouant des liens avec les Églises de France, a permis d'entrer en relation avec l'Église mère au Cameroun. Souvent aujourd'hui, la mission implique ainsi un triptyque : une Église issue de l'immigration, son «Église mère», et les Églises de France.



***Exemple d'action de l'EPA : un  
groupe de pygmées musiciens ©  
Défap***

**L'EPA (Église Protestante Africaine) est une Église presbytérienne (réformée) camerounaise qui a pour spécificité de faire ses cultes en langues locales. C'est une composante forte de**

**son histoire : issue, à l'origine, des travaux de la mission presbytérienne américaine, elle a commencé à s'organiser comme une Église autonome en 1934 précisément par souci de la défense de la langue kwasio, un dialecte employé principalement en Guinée équatoriale, mais également au Cameroun dans la région du Sud. Initialement concentrée dans la région de Lolodorf, l'Église s'est étendue depuis à d'autres régions du pays.**

**L'EPA n'est pas un partenaire**

historique du Défap. Pourtant, ses orientations théologiques auraient pu nous rapprocher, mais les aléas de l'histoire en ont décidé autrement et l'avaient conduite à développer des liens plutôt avec le Département Missionnaire Suisse : DM-échange et mission, l'équivalent du Défap pour les Églises protestantes de Suisse francophone.

**Être ensemble**

# missionnaires ici et là bas



*Un temple de l'Église Protestante Africaine © Défap*

**Mais, depuis quelques mois, de nouvelles relations naissent et se développent. Elles sont le fruit de rencontres entre**

**des paroisses de l'Epudf (Église protestante unie de France), de l'Uepal (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), les communautés de l'EPA en France et le Défap. C'est parce que la composante française de l'EPA est en train de se rapprocher des Églises de France que nous sommes entrés en relation avec l'Église mère au Cameroun de manière à mieux la connaître et la comprendre. Nous pourrions ainsi mieux accueillir ces frères et sœurs camerounais et être ensemble missionnaires ici et là bas !**

**Comme souvent aujourd'hui, la mission se construit à trois : une Église issue de l'immigration, l'Église «mère» et nos Églises de France. C'est dans cet esprit que le Secrétaire Général de l'EPA, le pasteur Massaga, est venu en France visiter leurs communautés et rencontrer le président de la Fédération protestante de France (FPF), le pasteur François Clavairoly, ainsi que le Défap. Ces diverses rencontres qui ont eu lieu début octobre permettent d'envisager de beaux rapprochements dans un**

avenir proche.

---

**Centrafrique :  
«À Bouar, des  
déplacés  
musulmans  
reviennent»**

**En dépit de la présence des groupes armés et d'une paix toujours fragile, les Églises de RCA travaillent à la réconciliation et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile. C'est le cas non seulement à Bangui, où le Défap soutient les efforts de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, mais aussi dans l'Ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun, où il est en lien**

**avec l'Église Évangélique  
Luthérienne de République  
centrafricaine. Deux  
représentantes de l'EELRCA,  
Rachel Zoungombe Doumbaye  
Wangarem et Antoinette  
Beanzoui Yindjara, ont été  
reçues au Défap en ce mois  
de juin. Elles témoignent.**



***Antoinette Beanzoui Yindjara***

**(à gauche) et Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem (à droite)  
de l'EELRCA © Défap**

***Difficile de parler de la République centrafricaine sans se plonger dans la litanie des violences et des affrontements entre groupes armés : même Bangui, la capitale, pourtant considérée comme généralement calme, a connu des violences qui ont fait 24 morts et 170 blessés au début du mois de mai. Pourtant, dans ce pays qui peine à émerger de la guerre, et dont le gouvernement démocratiquement élu ne parvient pas à faire***

***régner l'ordre face aux  
factions rebelles rivales, des  
signes d'espoir existent. Les  
signes lents d'une  
reconstruction : des autorités  
qui mettent sur pied une  
commission Vérité, Justice,  
Réparation et Réconciliation,  
des Forces Armées  
centrafricaines qui montent en  
puissance, aidées notamment  
par des formateurs de la  
Mission d'entraînement de  
l'Union européenne... Ces  
ferments de paix et d'unité  
sont entretenus notamment par  
les Églises, par des  
représentants religieux qui***

*maintiennent le dialogue entre communautés, et par des actions au quotidien pour préparer le retour de déplacés ou aider des victimes de violence. Reconstruire, tout simplement...*

*En ce mois de juin, le Défap a reçu la visite de deux représentantes de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'Ouest du pays, région déshéritée et instable. Toutes deux étaient*

*de passage en Europe pour rencontrer les partenaires de l'EELRCA en France (où cette Église bénéficie de l'appui de l'UEPAL, via le Défap) et en Allemagne. Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem est vice-présidente de l'Église ; Antoinette Beanzoui Yindjara est pour sa part l'une des trois femmes pasteures ordonnées par l'EELRCA, et elle dirige l'école de théologie de Baboua, non loin de la frontière camerounaise. Baboua est à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bouar, chef-lieu de*

***la préfecture de Nana-Mambéré.  
Une ville où s'opposent les  
efforts de reconstruction et  
les influences des groupes  
armés qui ont mis la région en  
coupe réglée. C'est à Bouar  
que pourrait être  
prochainement installé un  
centre de formation et  
d'entraînement des FACA, les  
Forces Armées centrafricaines,  
avec le soutien de la Mission  
d'entraînement de l'Union  
européenne ; mais Bouar est  
aussi au cœur du territoire où  
sévit le chef rebelle Sidiki  
Abass, qui à la tête du groupe  
armé 3R (pour «Retour,***

***réclamation, réhabilitation»),  
prétend défendre les intérêts  
des Peuls dans tout le secteur  
nord-ouest de la RCA, aux  
confins du Cameroun et du  
Tchad.***



***Une cellule d'écoute***

***psychologique mise en place à  
Bangui par l'EPCRC © Défap-  
Cevaa***

***Quelle est aujourd'hui la  
situation dans la région de  
Bouar ?***

**Rachel Zoungombe Doumbaye  
Wangarem : La situation reste  
difficile. À Bouar même, ou le  
long des grands axes comme la  
route qui va vers la frontière  
et Garoua Boulaï, la  
population bénéficie d'une  
paix précaire. Mais dans les  
villages environnants règne la  
plus grande insécurité.**

**Antoinette Beanzoui Yindjara :**  
Certaines localités peuvent être occupées par des groupes armés qui rançonnent les commerces, voire les chefs de village, lesquels se retrouvent obligés de faire du porte-à-porte pour réunir l'argent nécessaire afin de racheter leur propre vie. Même les éleveurs peuls, que certains groupes rebelles prétendent protéger, peuvent voir une partie de leur troupeau emportée par leurs «protecteurs». Pourtant, il y a des améliorations : une partie des anti-balaka de

notre région ont été désarmés. Certains suivent aujourd'hui des formations pour avoir un métier. Même si d'autres préfèrent la vie de petits voleurs en s'abritant derrière le paravent des anti-balaka...

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Il faut dire que tous les groupes armés ont attiré beaucoup de jeunes désœuvrés en les manipulant. L'enjeu aujourd'hui est de leur permettre d'avoir un vrai métier...

Antoinette Beanzoui Yindjara :

**Un autre signe encourageant : certains chefs rebelles demandent désormais à rencontrer les chefs de quartier, les autorités, en affirmant qu'ils veulent en finir avec la violence, qu'ils sont pour la réconciliation. C'est le cas notamment de Sidiki Abass et de son groupe qui se dit défenseur des Peuls. C'est une initiative qui suscite évidemment de la méfiance ; et on voit bien qu'il place des gens à lui dans tous les villages. Mais c'est tout de même un signal qui donne de l'espoir.**

***Que peut faire l'EELRCA dans un tel contexte ?***

**Antoinette Beanzoui Yindjara :**  
Dans notre pays, toutes les Églises travaillent en ce moment pour la paix et la réconciliation. C'est aussi le cas des représentants de toutes les religions, qui se retrouvent dans une plateforme interreligieuse. Notre Église en particulier a organisé, avec l'aide d'ONG internationales et de nos partenaires européens et américains, beaucoup de rencontres et d'actions de

**sensibilisation autour de l'accueil des déplacés.**

**Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Quand un grand nombre de ces déplacés arrivent, on se retrouve souvent dépassé, ce qui crée des situations difficiles. Je le vois dans mon quartier : beaucoup sont venus s'installer, fuyant les troupes de Sidiki. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux ; ils ne peuvent pas travailler ; ils souffrent, en attendant l'aide des ONG internationales.**

**Antoinette Beanzoui Yindjara :  
D'où l'enjeu de ces actions de  
sensibilisation : comment  
accueillir ces déplacés,  
comment les aider à  
s'installer ? Et au-delà,  
comment œuvrer à la  
réconciliation, et comment  
nous donner les moyens de  
vivre ensemble une fois que  
cette crise sera passée ? Les  
pasteurs de notre Église ont  
été mis à contribution, lors  
de ces sessions d'information  
et de ces conférences, pour  
aider à préparer  
spirituellement et moralement  
la réconciliation.**

***Mais le retour des déplacés ne risque-t-il pas de créer de nouvelles tensions entre communautés, entre chrétiens et musulmans ?***

**Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Ce retour commence déjà : on voit certains des musulmans qui avaient fui revenir à Bouar et à Baboua.**

**Antoinette Beanzoui Yindjara : Les marchands musulmans ont repris leurs commerces à Bouar. Les Peuls aussi, chassés par les violences, reviennent : on commence à**

revoir les femmes des éleveurs  
peuls vendre du lait sur les  
marchés. J'ai reçu une  
invitation de la part du maire  
de la commune de Besson, près  
de Baboua, pour participer à  
une rencontre sur la cohésion  
sociale lors de la fête du  
ramadan. Et au niveau de la  
plateforme interreligieuse de  
Baboua, dont je fais partie,  
nous avons eu une rencontre au  
cours de laquelle nos frères  
musulmans nous ont dit que  
beaucoup des réfugiés partis  
au Cameroun sont prêts à  
rentrer. Car ils souffrent  
beaucoup là où ils sont

**actuellement... Leurs préoccupations, ce sont leurs maisons, qui ont été brûlées, et tous leurs biens qui ont été détruits. Les responsables musulmans de la plateforme ont donc demandé aux pasteurs et aux évêques s'il serait possible de trouver de l'aide pour reconstruire ces maisons.**

**Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Nous avons aussi organisé des rencontres pour favoriser la cohésion sociale entre femmes chrétiennes et musulmanes à Bouar, Gallo et Baboua. Il s'agissait de**

**sessions se déroulant sur plusieurs jours, qui faisaient appel à des pasteurs, des travailleurs humanitaires, avec une partie se déroulant sous la forme de conférences, et des discussions libres. Les participantes étaient nombreuses et très demandeuses d'autres ateliers du même type.**

**Antoinette Beanzoui Yindjara : Il y a déjà eu quatre de ces ateliers organisés avec l'aide de nos partenaires internationaux, un en 2016, un en 2017 et deux en 2018. Je**

faisais partie des  
intervenantes lors du premier  
d'entre eux, il y a deux ans.  
C'était la première fois que  
les femmes musulmanes avaient  
osé se montrer au grand jour.  
Un grand moment...

*Propos recueillis par Franck  
Lefebvre-Billiez*

---

# **Mission Congo : point sur les projets en cours**

**Du 31 octobre au 9 novembre 2016, le responsable des relations et solidarités internationales, le pasteur Jean-Luc Blanc, s'est rendu au Congo pour une mission de suivi de l'ensemble des projets en cours. Les objectifs de cette mission étaient nombreux : prendre**

**contact avec la nouvelle  
équipe dirigeante de l'Église  
Évangélique du Congo, faire le  
point des divers projets,  
collaborer avec la Faculté de  
Théologie et l'École Pastorale  
de Ngouedi sur des projets  
futurs...**

**Le 20 novembre, le pasteur  
rendait un rapport complet de  
sa mission.**

---

# **Nouvelle Calédonie : des nouvelles du lycée Do Neva**

**Suite aux pluies diluviennes qui ont eu lieu en Nouvelle Calédonie, le lycée protestant Do Neva a dû fermer ses portes. Mobilier détruit, archives perdues, perte des moyens de communication avec l'extérieur, le lycée agricole**

de la commune de Houaïlou a dû s'organiser dans l'urgence pour pouvoir accueillir au plus vite sa centaine d'élèves inscrits. Dans une interview accordée au Défap, le directeur de l'établissement, Thomas Carlen, dressait un bilan alarmiste. « Nous n'avons jamais vécu une telle crise », déplorait-il. Dix jours après le drame, le directeur reprend contact avec nous.

# **Pastorale de l'Église protestante malgache en France**

**Le Secrétaire général du  
Défap, le pasteur Bertrand  
Vergniol, et la Chargée  
d'animation missionnaire, le  
pasteur Florence Taubmann, se**

**sont rendus vendredi 24  
juillet 2015 à la pastorale de  
l'Eglise protestante malgache  
en France (FPMA).**